



L'ÉVÉNEMENT

Immigration : depuis trente ans, le grand virage à gauche de l'Ined et la mise au pas des enfants d'Alfred Sauvy

Alexis Feertchak

« Vous avez peut-être tout dit. » Ainsi François Héran répondit-il, le 14 février, au préambule prononcé par la députée LFI du Val-de-Marne, Clémence Guetté, lors d'un colloque de l'Institut La Boétie, le think-tank insoumis qu'elle coprésidé avec Jean-Luc Mélenchon. Le thème ? « Immigration : faire face à la submersion xénophobe. » Et l'universitaire d'ajouter, modeste : « Merci pour cette invitation que je n'attendais pas. » François Héran, 73 ans, dispose pourtant de tous les attributs académiques pour professer en toute objectivité l'absence de « submersion migratoire ». « Le brassage des populations est en marche et rien ne l'arrêtera. Il n'y a pas à se demander s'il faut être pour ou contre, ce serait aussi vain que de se demander si nous devons être pour ou contre le vieillissement. La seule question qui vaille est de savoir comment le réaliser dans les meilleures conditions », résumait-il dès 2007 dans *Le Temps des immigrés* (Seuil).

Normalien, agrégé de philosophie, François Héran s'y emploie : de 1999 à 2009, il a dirigé l'Ined (Institut national d'études démographiques). En 2017, il est nommé au Collège de France, titulaire de la chaire « Migrations et Sociétés ». La même année, il fonde l'Institut Convergences Migrations, qu'il préside et qui réunit une théorie de plus de 700 chercheurs, sous l'égide du CNRS. De 2020 à 2023, il a présidé le conseil d'orientation du Musée national de l'histoire de l'immigration.

Opposer aux passions politiques tristes – celles du refoulement, du rejet, du repli... – l'analyse raisonnée et objective de la recherche : tel pourrait être le projet qu'il défend d'un ton calme et posé. Au point de laisser transparaître un troublant paradoxe lorsque la science s'érige contre la politique, tout contre, comme dans la tribune que l'Institut Convergences Migrations a publiée fin 2023 après le vote de la loi immigration : « En réponse à la victoire de l'idéologie sur les

faits : résistons ! ». Cette loi, pourtant née d'un délicat compromis entre le centre et la droite, est ainsi décrite : « La droite sénatoriale a repris à son compte les mesures préconisées de longue date par l'extrême droite. (Ce texte) est le plus répressif jamais voté en France depuis la Seconde Guerre mondiale ». Faire barrage à « l'extrême droite », qui commencerait donc au centre, entre dans la mission de ces nouveaux chercheurs.

La focalisation sur le terme de « submersion », qu'abhorre cette galaxie académique, est cocasse. Car il fut un temps, pas si lointain, où Alfred Sauvy, le fondateur en 1945 de l'Ined, qu'il dirigea jusqu'en 1962, ne le dédaignait pas lorsqu'il publiait un essai explosif, *L'Europe submergée : Sud-Nord dans trente ans*. Nous étions en 1987, le grand démographe français qui mourrait trois ans plus tard osait se projeter en 2027. « Il y aura bientôt une disproportion dangereuse non seulement dans les nombres mais aussi les âges. D'un côté, des peuples jeunes, exubérants et, de l'autre, des vieux pensant à leur retraite et à leur tranquillité. D'où un déséquilibre dangereux et la tentation de s'assurer un espace vital », mettait-il en garde dans une interview parue en 1986.

Son idée maîtresse ? « Lorsqu'une zone de pression démographique est voisine d'une zone insuffisamment peuplée, l'équilibre peut être rétabli de deux façons : déplacer les hommes vers les richesses ou les richesses vers les hommes. » Ancien élève de Polytechnique, Alfred Sauvy était un nataliste et un populationniste, dans la lignée de l'économiste Adolphe Landry. Il n'était pas contre l'immigration, vue comme un complément pour pallier la baisse des ressources humaines, comme il l'écrivait dès 1946 dans le premier numéro de la revue *Population*. Mais il n'hésitait pas à souligner que les immigrés venus d'Europe s'assimilaient plus facilement que ceux partis d'Afrique et d'Asie. « Jusque dans les années 1990, il y avait une

vraie diversité de points de vue à l'Ined », remarque Nicolas Pouvreau-Monti, le directeur de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie (OID), aujourd'hui vivement mis en cause par les chercheurs du collectif Convergences Migrations.

L'on trouvait à l'Ined un profil comme celui de Philippe Bourcier de Carbon, chercheur de 1965 à 1995, et par ailleurs membre du conseil scientifique du Front national, ce qui lui valut de vives critiques en 1996 dans *Le Monde* de son collègue démographe Hervé Le Bras, qui a officié à l'Ined jusqu'en 2008. En 1998, ce dernier publie *Le Démon des origines : démographie et extrême droite*, qui donne le la de la pensée officielle jusqu'à aujourd'hui. Ce paradigme dominant repose sur un étonnant hiatus : d'un côté, l'immigration, vue comme ontologiquement bonne, serait un phénomène éternel et inexorable, qu'il faudrait ainsi accompagner ; de l'autre, il n'y aurait pas fondamentalement de hausse des flux migratoires scientifiquement observable, avec son cortège d'effets néfastes, toute impression en ce sens relevant du « sentiment ». « Circulez, il n'y a rien à voir, sauf pour en dire du bien », pourrait-on résumer.

À ce stade du récit, il est temps d'introduire un autre nom, celui de Michèle Tribalat, recrutée à l'Institut en 1976. Dans la France de Giscard, l'immigration, notamment extra-européenne, devient progressivement un sujet politique brûlant (sur fond de regroupement familial) et se pose dès lors la question du suivi sur plusieurs générations du destin des immigrés français pour mesurer leur assimilation. En 1992, Michèle Tribalat publie la première grande enquête statistique en ce sens, *Mobilité géographique et insertion sociale* (MGIS), ancêtre des études *Trajectoires et Origines* (TEO) d'aujourd'hui, dont la dernière édition a été publiée en mai dernier. Déjà, elle pointe les signes d'une assimilation qui

se grippe.

L'une des intuitions de Michèle Tribalat est qu'il faut s'intéresser aux immigrés, à leurs enfants, mais également à leurs petits-enfants, cette troisième génération pour laquelle les statistiques de l'Insee sont peu disertes. L'Ined publie encore des données à ce sujet dans ses études TEO, mais pour en arriver à la conclusion interprétative que la France est inexorablement métissée et qu'il faut dès lors en tenir compte. Ainsi de François Héran qui écrit en 2017 dans son livre *Avec l'immigration* (La Découverte) : « Dès lors qu'on atteint de telles proportions, il devient absurde de soutenir qu'un quart ou même un huitième de la population vivant en France, française dans sa grande majorité, ne serait pas intégré ».

« Il y a un tournant en 1998 avec la publication du "Démon des origines" d'Hervé Le Bras, puis avec la nomination de François Héran à la tête de l'Ined l'année suivante », regrette Nicolas Pouvreau-Monti. D'autres chercheurs, marqués à gauche, vont apparaître, comme Patrick Simon, qui a dirigé l'étude TOE de 2026. « *Le plus militant d'entre eux* », commente un chercheur français auprès du Figaro, qui préfère conserver l'anonymat, mais donne un exemple. Dans cette étude, les chercheurs de l'Ined observent par exemple que la part de catholiques ayant une majorité d'amis catholiques est supérieure à celle de musulmans ayant une majorité d'amis musulmans, et en concluent que « les plus "communautaires" ne sont pas ceux que l'on croit ». « Statistiquement, c'est une blague » puisque l'on ne tient pas compte de la proportion plus importante de catholiques dans la population générale, s'étonne le chercheur.

De quoi contrecarrer la vision pessimiste que Michèle Tribalat véhiculerait depuis des années ? Cette dernière a pris sa retraite en septembre 2015, mais bien avant son départ s'est retrouvée « mise à l'écart » avec l'arrivée de François Héran en 1999, qui l'a incitée à « aller voir ailleurs » pour « s'occuper », comme elle l'écrit sur son site personnel. Contactée par *Le Figaro*, la démographe ne souhaite plus s'exprimer publiquement. En 2010, le magazine *Sciences humaines* remarquait déjà que « cette démo-

graphie qui dérangeait » « travaillait hors équipe » depuis de nombreuses années. En janvier 2025, dans *Causeur*, François Héran balayait ces accusations : « Cette ancienne chercheuse de l'Ined multiplie de longue date les attaques contre moi. Je n'y ai jamais répondu. À mon vif regret, je dois désormais m'y résoudre (...) De tels propos vont bien au-delà de ce qu'on pourrait attendre d'un débat scientifique. »

De débat scientifique, il n'est effectivement plus question, mais cette dérive n'est pas étrangère à l'Ined lui-même. « Il n'est pas nécessaire de penser qu'il y a un facteur causal entre François Héran et ce qu'est devenu l'institut car c'est toute la recherche française sur l'immigration qui s'est alignée idéologiquement », poursuit le chercheur interrogé par *Le Figaro*, qui y voit plutôt le signe d'une « polarisation » croissante à mesure que les faits ne donnaient plus raison aux chercheurs.

Hervé Le Bras reconnaît un « changement d'ère » à l'Ined et rappelle qu'il a connu « les deux époques » puisqu'il est arrivé en 1967 à l'Institut. Pour lui, le changement est plus méthodologique qu'idéologique : « Nous étions 11 polytechniciens sur 40 chercheurs ; aujourd'hui il n'y en a plus qu'un ou deux. Il y avait des généticiens, des économistes et des historiens des populations, alors que les sociologues sont plus nombreux aujourd'hui », raconte-t-il, avec moins un travail de « chiffres » que d'« enquêtes » qualitatives. L'Ined met au cœur de ses recherches les « discriminations » et le « genre », reconnaît-il, s'amusant de la possibilité – ou non – de qualifier cette tendance d'inflexion vers la gauche.

« L'Ined ne fait plus d'études démographiques, mais des études sociologiques. Ils n'ont même plus les compétences en interne », abonde le géographe Gérard-François Dumont, qui cite l'échec de l'Ined à avoir anticipé dès 2014 la baisse de la natalité. « Alors que la priorité d'Alfred Sauvy était les faits, rien que les faits, on est entré dans une lecture idéologique décomplexée », accuse le professeur émérite à Sorbonne Universités.

Reste que, à l'issue de ces années de dominance idéologique exercée par Hervé Le Bras et François Héran, il ne

reste quasiment plus, à l'université, au CNRS ou à l'Ined, d'héritiers de la ligne défendue par Michèle Tribalat, quand l'Institut Convergences Migrations, lui, s'honore de réunir plus de 700 chercheurs en son sein. Cette masse s'exerce de tout son poids en termes de légitimité scientifique sur le débat public. « Aujourd'hui, il y a des obstacles à l'entrée d'une carrière dans la recherche publique. Si vous candidatez à la fac et que vous n'envoyez pas des signaux politiques favorables à cette ligne, vous n'aurez jamais de poste ! », prévient le chercheur sous anonymat.

Le temps a lentement fait son œuvre. Dès les années 2010, qui citer, au sein de la communauté scientifique, pour faire contrepoids à l'idée, par exemple, que « la France a toujours été un pays d'immigration » – factuellement fausse ? Créé en 2020, l'Observatoire de l'immigration et de la démographie (OID), dirigé par Nicolas Pouvreau-Monti, s'est naturellement placé dans le sillage de ce grand vide laissé vacant par le nouvel unilatéralisme de la recherche française. « Aujourd'hui, il n'y aurait pas l'OID s'il n'y avait pas eu Michèle Tribalat », devine le trentenaire, qui salue son « courage » et sa « rigueur ».

Devant son succès, l'Observatoire, qui a collaboré ces derniers mois avec la Fondapol, think-tank libéral, se retrouve aujourd'hui sous les assauts de François Héran et de son Institut Convergences Migrations, à l'origine d'une tribune virulente parue dans *Le Monde*, publiée le 11 mai. L'AFP, dans un exercice de fact-checking périlleux, s'en est aussi prise le 5 juin à « certains chiffres brandis sur le thème de l'immigration » par l'OID. En fin de compte, aucun chiffre faux, mais des interprétations qui ne conviennent pas aux chercheurs de Convergences Migrations. « Ce qui me rassure, c'est qu'il n'y a rien de vraiment sérieux dans les reproches de fond », sourit Nicolas Pouvreau-Monti.

Il s'agit finalement de querelles intrinsèquement politiques et non seulement scientifiques, et plus ou moins honnêtes. Les exemples fourmillent. Dans l'étude TOE 2026 de Patrick Simon, l'on peut ainsi lire que 41 % des

Français ont un lien avec l'immigration, par origine ou par alliance. Aux trois générations d'immigrés, l'Ined agrège les personnes en couple avec des immigrés ou dont les enfants sont en couple avec des immigrés. « L'OID aurait tenu un tel raisonnement, on nous aurait accusés de gonfler les chiffres ! », dénonce le directeur de l'OID. Il en va de même du sacro-saint « solde migratoire », toujours mis en avant pour nuancer la hausse de l'immigration, encore dernièrement dans l'article de « fact-checking » de l'AFP. Mais ce solde établissant la différence entre les entrées et les sorties du territoire mélange immigrés et non-immigrés ! « En moyenne sur quinze ans, pour un immigré qui quitte le territoire national, il y en a trois qui entrent. Le solde migratoire des non-immigrés est, lui, négatif », note Nicolas Pouvreau-Monti.

La polarisation de plus en plus véhémente, sur fond de bataille politique autour de la « scientificité » des chiffres, révèle le décalage entre le réel vécu par des millions de Français, attesté par des données statistiques, et un discours hégémonique au sein de la recherche publique. L'Ined en demeure

le centre puisque c'est là, justement, que s'y élaborent les données brutes de la discorde interprétative. Au cœur de cette religion, non sans écho avec la « nouvelle France » de Jean-Luc Mélenchon, le grand tabou demeure l'étude du phénomène migratoire sur le temps long, qui agirait contre l'universalisme républicain – sauf à dire qu'il a toujours été et sera toujours. L'origine ethnique n'existe pas, non plus que les attachements religieux ou culturels ; seul compte le critère de la nationalité. « La naturalisation, c'est l'équivalent d'un baptême qui efface la vie précédente », résume Nicolas Pouvreau-Monti. Un rêve républicain qui achoppe quand l'assimilation recule. ■

« Aujourd'hui, il y a des obstacles à l'entrée d'une carrière dans la recherche publique. Si vous candidatez à la fac et que vous n'envoyez pas des signaux politiques favorables à cette ligne, vous n'aurez jamais de poste ! »

Un chercheur

« Lorsqu'une zone de pression démographique est voisine d'une zone insuffisamment peuplée, l'équilibre peut être rétabli de deux façons : déplacer les hommes vers les richesses ou les richesses vers les hommes »

Alfred Sauvy Extrait de « L'Europe submergée : Sud-Nord dans trente ans »

« Alors que la priorité d'Alfred Sauvy était les faits, rien que les faits, on est entré dans une lecture idéologique décomplexée »

Gérard-François Dumont
Géographe et professeur émérite
à Sorbonne Universités